

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 28/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIONORROIS

Rue Albert Perne
76740 Fontaine-Le-Dun

Références : 2026.04.T.167
Code AIOT : 0100000853

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement BIONORROIS implanté Rue Albert Perne 76740 Fontaine-le-dun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance du 15 décembre 2025 (version initiale du 27 décembre 2024 complétée le 19/05/25 et le 29/08/25 puis modifiée le 19/09/2025), l'inspection s'est rendue sur le site d'un stockage de digestat déporté situé à Saint-Ouen-le-Mauger, puis sur le site du méthaniseur situé sur la commune de Fontaine-le-Dun.

Ce porter-à-connaissance comprend des demandes de modification du plan d'épandage, d'autorisation d'épandre les digestats solides, l'exploitation de 8 nouveaux points de stockage de digestat brut déportés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIONORROIS
- Rue Albert Perne 76740 Fontaine-le-dun
- Code AIOT : 0100000853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAS BIONORROIS est autorisée par arrêté préfectoral cadre du 20 février 2025 à exploiter une unité de méthanisation sur le territoire de la commune de FONTAINE-LE-DUN (76740).

L'exploitant est autorisé à méthaniser des déchets et à pratiquer l'épandage de ses digestats liquides bruts sur le sol de 228 communes de la Seine Maritime sur les terres agricoles de 132 exploitations. La surface d'épandage autorisée correspond à 16 176,26 ha et les parcelles se situent en Seine Maritime à 50 m minimum des tiers, dans un rayon de 10 km des points de stockages de digestat brut déportés

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 1.2.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Rétention et confinement	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.5.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Stockage de Saint-Ouen-le-Mauger	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 9.1.2.4 point 3°	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	65 jours
8	Autres limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 1.2.4 et 8.1.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
9	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 1.2.5	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Unité d'épuration du biogaz	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 2.6, 8.13, 8.14 et 8.15	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 3.2.5, 4.1.7 et 9.1.2.5	/	Sans objet
3	Rejet dans le fossé des Marettes	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 4.4.2.2	/	Sans objet
5	Stockage de Saint-Ouen-le-Mauger	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article Chapitre 8.2	/	Sans objet
6	Stockage de Saint-Ouen-le-Mauger	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article Chapitre 8.2	/	Sans objet
11	Pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 3.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
12	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.7.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de l'inspection des installations classées a permis de constater que le point de stockage de digestat déporté situé à St Ouen le Mauger est correctement tenu et aucune odeur émanant de la lagune n'a été ressentie.

La visite sur le site du méthaniseur de Fontaine le Dun a mis évidence une problématique sur le bâchage des andains de pulpes de betteraves qui ne semble pas possible pour des raisons de sécurité. Toutefois, l'exploitant a proposé une solution de stockage par casier, qui fera l'objet d'un porter à connaissance à adresser à l'inspection des installations classées. Dans cette attente, une attention particulière est demandée avec la mise en place d'actions correctives (brumisateurs, mégabloc béton, entretien...) afin de prévenir les risques d'émission d'odeurs pouvant occasionner une gêne auprès du voisinage.

De plus, il est attendu de la part de l'exploitant des éléments complémentaires permettant de justifier l'autorisation de stockage de digestat dans 2 cuves existantes de 800 m³ chacune, et des arguments plus détaillés concernant la possibilité d'incorporer des boues ferriques issues de la station d'épuration de CRISTAL UNION dans le méthaniseur, activité actuellement non autorisée.

Enfin, il est également attendu de la part de l'exploitant une amélioration quant au suivi des installations (analyses complètes des digestats, également dans les points de stockage déporté, non conformité à lever pour les points de rejet de la torchère et de l'épurateur de biogaz).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 1.2.3				
Thème(s) : Situation administrative, Stockage déportés de digestats liquides bruts				
Prescription contrôlée :				
Stockages déportés de digestats liquides bruts (pour un volume total de 55 000 m ³) :				
Communes	Nom de l'exploitation	Parcelles	Nature du stockage	Volume
DROSAY	SCEA de la Mallet-Leborgne	ZA n° 1	Fosse béton aérienne	5 000 m ³
ENVRONVILLE	SCEA Ferme du Hamet	ZC n° 61	Fosse béton aérienne	5 000 m ³
HEUGLEVILLE SUR SCIE	Antoine DECLERCQ	ZH n° 5, 6 et 7	Lagune	5 000 m ³
OCQUEVILLE	GAEC Georges Leconte	ZE n° 7	Fosse béton aérienne	5 000 m ³
SAINT OUEN LE MAUGER	GAEC EMLOU - Ludovic LEFRANCOIS	ZA n° 27	Lagune	5 000 m ³
SOTTEVILLE SUR MER	SP LCS LIEURY	ZD n° 4 et 11	Lagune	5 000 m ³
Stockages complémentaires				25 000 m ³
Total				55 000 m³
<p>L'exploitant adapte le rythme de remplissage et la conduite des digesteurs pour que la production de digestat ne dépasse pas la capacité de stockage disponible, qui doit par ailleurs permettre de stocker 8 mois de production de digestats pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable.</p> <p>Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement en annexe 1 au présent arrêté.</p>				
Constats :				
<p>Le porter à connaissance (en cours d'instruction avec PPVE) vient compléter le stockage avec 8 nouveaux points de stockage déportés. La participation du public par voie électronique est ouverte du mercredi 15 avril au mercredi 29 avril 2026.</p>				

Seule la lagune de Saint Ouen le Mauger (qui fait l'objet de la visite de l'inspection des installations classées ce même jour) est opérationnelle, ainsi que les stockages (2 fosses béton de 5000 et 7500 m³ ainsi que le digesteur n°3 de 9500 m³) sur le site de Fontaine le Dun, soit une capacité de stockage effective de 27 000 m³.

L'exploitant précise que :

- la construction du site de Drosay est prévue en mai 2026 ;
- la lagune de Heugleville est en cours de construction pour une mise en service en avril 2026 ;
- le site d'Envronville est à l'arrêt en raison d'un problème de cavité souterraine ;
- celui de Sotteville sur Mer est en stand-by (discussions avec le collectif local pour trouver une autre parcelle) ;
- le site d'Ocqueville est supprimé.

En conséquence, l'exploitant indique avoir des besoins immédiats de stockage et sollicite l'avis de l'inspection sur deux points de stockage existants (de 800 m³ chacun) dans des exploitations agricoles mais qu'il faudrait encore aménager.

Relevé de décision :

Si les deux points de stockage de 800 m³ sont voués à recevoir uniquement des digestats issus du méthaniseur de Fontaine le Dun, l'inspection confirme que ces stockages sont bien connexes au site de Fontaine le Dun (identique à l'instruction du dossier d'autorisation environnementale d'origine) et que c'est bien **la rubrique 2781** qui s'applique, comme le précise la note d'explication de la nomenclature ICPE du 27/04/22 : *"L'entreposage des digestats produits par l'installation de méthanisation ne relève pas d'une rubrique spécifique, des prescriptions dédiées concernent ces équipements dans les arrêtés ministériels 2781. Une installation qui entrepose des digestats autres que ceux issus de l'installation de méthanisation relève de la rubrique 2716"*.

La déclaration de ces deux points de stockages sous la rubrique 2716 n'est donc pas possible réglementairement. Toutefois, ces deux sites étant déjà existants, cette modification serait a priori non substantielle mais notable et sur la base d'un simple courrier, une autorisation pourrait être accordée pour permettre leur utilisation **sous réserve de respecter les dispositions du paragraphe 8.2 de l'AP du 20/02/25 et les prescriptions de l'arrêté ministériel du 10/11/2009, qui précisent notamment la distance d'éloignement des tiers (200m) et le dispositif de contrôle de l'étanchéité du stockage à respecter (double membrane).**

Dans ce contexte, ces deux nouveaux points de stockage pourraient être intégrés dans la liste des points de stockage de digestats déportés lors d'une mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

Au vu des éléments transmis en annexe 1 du courriel du 9 avril 2026, la distance minimale des tiers ne semble pas respectée pour le point de stockage de Hautot-le-Vatois, sauf s'il s'agit de l'habitation de l'agriculteur qui se trouve à 51 m, et sous réserve qu'aucune autre habitation ne soit concernée. Par contre, l'exploitant n'a transmis aucun élément descriptif ou prospectif pour le second point de stockage déporté d'Aubermesnil-Beaumais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 1 : l'exploitant doit **sous un délai d'un mois** justifier et transmettre à l'inspection les éléments permettant de justifier du respect des dispositions du paragraphe 8.2 de l'AP du 20/02/25 et notamment les prescriptions de l'arrêté ministériel du 10/11/2009, en précisant a minima la distance d'éloignement des tiers et le dispositif de contrôle de l'étanchéité du stockage pour les sites de 2 stockages de digestat déportés envisagés.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 3.2.5, 4.1.7 et 9.1.2.5

Thème(s) : Autre, Digestat solide

Prescription contrôlée :

Article 3.2.5 Transport des matières entrantes et des digestats

(...) Le transport des digestats vers les stockages connexes ou le site de valorisation (pour les digestats solides) est également assuré à minima par des véhicules ainsi équipés, ou une benne à fond mouvant couverte pour le digestat solide. (...)

Article 5.1.7 déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Nature des déchets générés sur le site	Type	Quantité annuelle	Code déchets	Stockage sur site	Filière d'élimination
Digestat brut	DND	99 000 t	19 06 06	2 Cuve de stockage de 5 000 m ³ et 7500 m ³ sur site + stockages délocalisés	Valorisation matière : épandage agricole
Digestat liquide issu de la séparation de phase	DND	-	19 06 06		Renvoi dans le process de méthanisation du site
Digestat solide	DND	2000 t	19 06 06	Stockage en benne à fond mouvant de 90 m ³ dans la zone de séparation de phase	Valorisation par compostage

Article 9.1.2.5. Caractéristiques générales des modalités de stockage de digestats.

(...). Les digestats solides sont stockés sur site dans une benne à fonds mouvants de 90 m³ dans le local séparation de phase et évacués régulièrement vers une plate-forme de compostage. Leur épandage n'est pas autorisé dans le cadre de ce plan d'épandage. Ces stockages ne doivent pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.

Constats :

L'inspection constate l'absence de digestat solide sur le site. L'exploitant explique qu'il en produit très peu (environ 5 tonnes en 2025) et que jusqu'à présent, il le réinjecte dans le process de méthanisation. Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 9 avril 2026 des photographies afin de visualiser l'aspect du digestat solide.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejet dans le fossé des Marettes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 4.4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Les rejets du bassin de régulation dans le fossé des Marettes (au point de rejet 1 indiqué à l'article 4.3.7 du présent arrêté) respecte les valeurs limites en concentration et les débits maximum suivant la période ci-dessous définies, de manière à ne pas déclasser la qualité du cours d'eau aval (Le Dun), sur la base d'un débit moyen inter-annuel du DUN extrapolé de 0,036 m³/s de novembre à juin :

Paramètre	Concentration en mg/L	Débit maximum en m ³ /j	Débit maximum en m ³ /j
		Du 1 ^{er} novembre au 30 juin	Du 1 ^{er} juillet au 31 octobre
DCO (demande chimique en oxygène)	40 mg/L	1 100 m ³ /j	350 m ³ /j
DBO5 (demande biochimique en oxygène)	10 mg/L	1 100 m ³ /j	350 m ³ /j
MES (matières en suspension totales)	35 mg/L	1 100 m ³ /j	350 m ³ /j
Phosphore Total	0,4 mg/L	1 100 m ³ /j	350 m ³ /j
Azote global	25 mg/L	1 100 m ³ /j	350 m ³ /j

L'exploitant procède à une mesure en continu du débit de rejet vers le milieu naturel. L'exploitant prend les mesures nécessaires pour gérer les volumes d'eau non rejetés au Dun en périodes d'étiage. En cas de dépassement de ces valeurs en concentration, l'exploitant fournit une étude tenant compte du débit réel du Dun, et justifiant le maintien du bon état du Dun compte-tenu des teneurs des effluents rejetés.

Constats :

L'exploitant indique que les valeurs limites d'émission pour le paramètre DCO en février étaient conformes (inférieure à 40 mg/L) et que le bassin a pu être vidé. L'inspection constate que le niveau du bassin est relativement bas, il n'y a pas eu de rejet en mars selon les dires de l'exploitant. Après la visite, l'exploitant a transmis un tableur reprenant les valeurs mesurées sur le paramètre DCO depuis juillet 2025.

Concernant la demande de modification des VLE (porter à connaissance du 16 janvier 2026), l'exploitant indique être en attente de son bureau d'étude, notamment pour le calcul du QMNA5 de la rivière du Dun et devrait prochainement apporter une réponse à la demande de complément du 29 janvier 2026.

Après la visite, l'exploitant a remis le 16 avril 2026, via la plateforme GUNenv, le complément nécessaire à la poursuite de l'instruction de la demande de modification des valeurs limites de rejet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rétention et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des digestats déportés

Prescription contrôlée :

(...) L'exploitant réalise et transmet à l'inspection après la fin des travaux, un dossier des ouvrages exécutés (DOE) de rétention et/ou détection de fuite exécutés de l'ensemble du site et des sites de stockage déportés. Ce DOE comprend notamment le contrôle par un organisme tiers, compétent en la matière, des sites de stockage déportés assurant leur conformité vis-à-vis de la réglementation en vigueur (article 42 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009) avant leur mise en service et un métrage de la capacité de rétention de la zone de rétention du site de Fontaine Le Dun par un géomètre expert et le calcul du volume de la zone de rétention étanche réalisée. Le géomètre expert vérifie la conformité de la zone de rétention au volume minimum de rétention. (...).

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 5 décembre 2025, le rapport d'évaluation de conformité réglementaire concernant le site de stockage de digestat à Saint-Ouen-le-Mauger (Parcelle ZA n°27) qui conclut que le site est conforme à la réglementation, sauf sur deux points : absence de grillage de la clôture et le contrôle de l'intégrité de la géomembrane tous les 5 ans, car le site n'était pas en service au moment du contrôle.

L'inspection constate la présence :

- d'une lagune de 5 000 m³ au 3/4 pleine avec dispositif de pompage des eaux pluviales en surface ;
- un bassin de rétention des eaux pluviales issues de la lagune ;
- un bassin d'infiltration des eaux pluviales par surverse : l'exploitant indique que l'eau est réutilisée par l'agriculteur ;
- un poste de remplissage / vidange de la lagune par les camions-citernes, sur rétention.

L'exploitant n'a pas encore transmis le dossier des ouvrages exécutés (DOE) de rétention et/ou détection de fuite de l'ensemble du site, ni des sites de stockage déportés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n°2 : l'exploitant doit sous un délai de 15 jours transmettre à l'inspection des installations classées le dossier DOE du stockage de digestat à Saint-Ouen-le-Mauger.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Stockage de Saint-Ouen-le-Mauger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article Chapitre 8.2
Thème(s) : Situation administrative, Intégration paysagère
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de stockage connexes (y compris déportés) sont ceintes d'une clôture de 2 m de haut, de manière à interdire toute entrée non autorisée. Une plantation de haies en strate arbustive et arborée avec des essences locales est mise en place pour le stockage situé sur la commune de Sotteville-sur-Mer afin de constituer un écran visuel, notamment tout autour de la lagune et le long du chemin de randonnées.</p> <p>Pour les autres installations de stockage (y compris déporté), l'exploitant prend les dispositions appropriées permettant d'intégrer l'installation dans le paysage. Il tient notamment compte des prescriptions des autorisations d'urbanisme (permis de construire, déclaration d'urbanisme...) et/ou des demandes locales justifiées. L'exploitant met en œuvre si nécessaire, un écran visuel sur le périmètre des installations de stockage connexes en plantant des haies arbustives et arborées avec des essences locales.</p> <p>Les espaces verts sont entretenus aussi souvent que nécessaire sur chacun des stockages déportés.</p> <p>L'emprise exacte des installations connexes est clairement délimitée et reportée sur des plans tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site principal de méthanisation. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le site est ceint d'une clôture de 2 m de haut, de manière à interdire toute entrée non autorisée. Toutefois, le grillage complet n'est pas encore posé sur la face sud de la lagune, à défaut des barrières type HERAS sont installées dans l'attente de l'élagage des arbres de la parcelle voisine. L'exploitant précise être en pourparlers avec le voisinage, jusque là opposé à la pose de cette clôture.</p> <p>Le site est relativement bien entretenu.</p> <p>Commentaire :</p> <p>Il est de la responsabilité de l'exploitant de poser le grillage complet de manière à interdire toute entrée non autorisée sur le site.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Stockage de Saint-Ouen-le-Mauger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article Chapitre 8.2
Thème(s) : Situation administrative, Lagune de stockage
Prescription contrôlée : La lagune de stockage de digestat est équipée d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée à minima tous les 5 ans pour assurer l'étanchéité du fond, et un système de drains sous-jacents permet de récupérer les éventuelles fuites. Le transfert du digestat du stockage vers les équipements de transport ou d'épandage se fait via un système de vannes, une zone de collecte étanche est prévue pour récupérer les éventuelles égouttures. Pour prévenir tout risque de débordement lors du remplissage du stockage, le niveau est surveillé par un témoin de niveau. Une procédure d'empotage/dépotage est établie et les consignes sont affichés sur tous les sites de stockage pour son application par tous les utilisateurs. Le stockage fait l'objet d'une surveillance périodique, par l'agriculteur partenaire et les chauffeurs de citernes, afin de rapidement signaler toute anomalie. Les équipements sont maintenus en bon état de fonctionnement. Les abords du stockage sont maintenus propres et exempts de matière potentiellement fermentescible et notamment entre les phases de chargement et de déchargement de digestat pour prévenir les nuisances olfactives.
Constats : L'inspection constate la présence : <ul style="list-style-type: none">- d'une zone de collecte / pompage étanche prévue pour récupérer les éventuelles égouttures lors du transfert du digestat du stockage vers les équipements de transport ou d'épandage via un système de vannes ;- d'un premier regard permettant de contrôler l'étanchéité entre les deux géomembranes (du digestat et celle posée sur le sol) ;- d'un second regard permettant de contrôler l'étanchéité au niveau du sol sous la géomembrane ;- d'un dispositif de pompage avec lest posé sur la bâche supérieure de la lagune, pour pomper les eaux pluviales vers un bassin de rétention, dont l'excédent est évacué par surverse vers le bassin d'infiltration. L'exploitant indique que les eaux pluviales peuvent être utilisées pour l'exploitation du site (nettoyage) voire l'activité agricole à proximité. L'inspection constate également que l'ouvrage de stockage déporté de digestats est également équipé d'un dispositif de couverture intégrale. 4 agitateurs sont disposés autour de la lagune pour permettre une homogénéisation du digestat. Ces agitateurs sont équipés d'une poire de niveau afin de stopper les agitateurs quand le niveau de digestat est bas et éviter ainsi toute détérioration de la géomembrane supérieure. La lagune, remplie aux 3/4, ne dégage pas d'odeur (aucune odeur perceptible par exemple lors de l'ouverture des bâches au niveau des agitateurs). Les odeurs éventuellement perceptibles sur site proviennent de l'élevage voisin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage de Saint-Ouen-le-Mauger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 9.1.2.4 point 3°
Thème(s) : Situation administrative, Analyse des digestats
Prescription contrôlée : <p>3° Les digestats sont analysés lors de la première année d'épandage, lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur quantité, en particulier leur teneur en éléments-traces métalliques et composés organiques et tout au long de l'exploitation de l'unité de méthanisation. Les analyses des éléments-traces métalliques, des composés-traces organiques et des éléments microbiologiques sont effectuées dans un délai tel que les résultats puissent être connus avant la réalisation de l'épandage.</p> <p>Les analyses portant sur la valeur agronomique sont réalisées dans le délai le plus bref avant l'épandage et tel que les résultats soient connus avant l'épandage.</p> <p>Les analyses des digestats sont réalisées selon la fréquence indiquée ci-après sur une période d'une année : (tableau) Sur chacun des stockages déportés, des prélèvements seront effectués pendant la première semaine d'épandage au printemps et la première semaine d'épandage à l'automne. Les échantillons seront analysés sur les paramètres « valeur agronomique », « ammoniac » et « éléments microbiologiques ». Ces échantillons feront l'objet d'un autocontrôle sur le paramètre azote avec résultats dans la journée, et d'une contre analyse en laboratoire sur l'ensemble des paramètres. Le résultat de ces analyses est communiqué à l'exploitant dans un délai de 10 jours maximum, et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas de résultats nécessitant une adaptation des quantités épandues, celles-ci sont adaptées dès réception du résultat. Ces fréquences d'analyse pourront être revues en fonction des résultats obtenus la première année. Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des digestats sont conformes aux dispositions définies dans une procédure écrite. Le suivi analytique de la qualité des digestats est effectué par un laboratoire indépendant. Le volume des digestats épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont seront munies des pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.</p>
Constats : <p>L'exploitant avait transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 26 mars 2026, le bilan agronomique 2025, correspondant à la première année d'épandage de digestat.</p> <p>La quantité totale de digestat épandu au cours de l'année 2025 a été de 61 261 m³ de digestat brut. La totalité du stock de 2024 ainsi qu'une partie de la production 2025 a été épandue sur la période du 17 février au 14 octobre 2025. Le bilan indique que 13 analyses des digestats ont été réalisés et que les digestats sont conformes pour l'épandage. Toutefois, l'inspection note que seuls les résultats moyens sont présentés dans le bilan.</p> <p>Une partie de la production 2025 a été stockée et sera valorisée par épandage durant l'année 2026.</p> <p>L'exploitant présente des analyses des digestats effectuées sur les stockages du site de Fontaine-le-Dun (du 6 février et 11 février 2026) mais aucune sur les points de stockage déportés, notamment la lagune de Saint-Ouen-le-Mauger.</p> <p>De plus, l'inspection constate que la partie microbiologique (salmonella, escherichia coli) n'a pas été analysée.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a indiqué dans son courriel du 9 avril 2026 avoir programmé les ana-</p>

lyses microbiologiques sur le stockage de digestat de Saint-Ouen-le-Mauger au cours du second trimestre 2026.

Commentaires :

Il est de la responsabilité de l'exploitant de réaliser des analyses sur chacun des stockages de digestats déportés. Les prélèvements s'effectuent la première semaine d'épandage au printemps et la première semaine d'épandage à l'automne. Les échantillons sont analysés sur les paramètres « valeur agronomique », « ammoniac » et éléments microbiologiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3: l'exploitant doit **avant la fin du second trimestre 2026** réaliser et transmettre à l'inspection les analyses des digestats du point de stockage déporté de Saint-Ouen-le-Mauger. Il doit également transmettre les résultats des 13 analyses des digestats de la première année d'épandage car seuls les résultats moyens sont présentés dans le bilan agronomique 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 65 jours

N° 8 : Autres limites de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 1.2.4 et 8.1.4

Thème(s) : Autre, Provenance des matières admises

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 28/06/2025

Prescription contrôlée :

1.2.4.1 Intrants :

(...) Les volumes et la provenance des matières admises dans les installations sont présentées dans le tableau ci-après :

Intrants	Volume annuel autorisé	
Phase initiale (110 000 tonnes)	Phase finale (140 000 tonnes)	
Déchets végétaux (pulpes de betteraves surpressées, purée de pelage de pomme de terre et betterave...)	60 000 tonnes	75 000 tonnes

Effluents agricoles (lisiers de porc, bovin et canards)	37 000 tonnes	38 000 tonnes
Sous-produits d'abattoirs (sang, viscères, graisses)	1 800 tonnes	4000 tonnes
Autres sous produits et déchets (eaux de process de sucrerie, biodéchets des IAA*....)	11 200 tonnes	23 000 tonnes
Total	110 000 tonnes	140 000 tonnes

*IAA : industrie agro-alimentaire

Les déchets végétaux (pulpes de betteraves, purée de pelage de pomme de terre et betterave...) proviennent d'un rayon maximum de 30 km. Les déchets (effluents) provenant d'exploitations agricoles proviennent exclusivement du département de la Seine-Maritime.

Les autres matières admises (sous produits d'abattoirs, autres sous-produits et déchets) proviennent pour 90 % du département de la Seine-Maritime (76) et pour 10 % maximum du tonnage global (soit 14 000 tonnes maxi) des départements suivants : Calvados, Eure, Oise, la Somme, Val d'Oise et Yvelines.

En situation exceptionnelle, l'origine géographique définie ci-dessus pourra être étendue à d'autres départements sur demande motivée de l'exploitant et après accord préalable, au cas par cas, du préfet de la Seine Maritime mais sans pouvoir dépasser les 10 % d'apports extérieurs au département de la Seine-Maritime.

8.1.4 enregistrement lors de l'admission .

Conformément aux dispositions des articles R 541-42 à R 541-45 du Code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un ou plusieurs registres chronologiques de la réception des déchets non dangereux établi conformément aux dispositions nationales établies par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations à suivre. (...)

Constats :

L'exploitant a transmis dans son courrier du 26 juin 2025 un registre des déchets entrants incomplet, il manque les numéros de siret, les intermédiaires, les transporteurs. Après la visite l'exploitant a transmis un extrait de son registre chronologique des déchets entrants complet (ajout des numéros de SIRET des transporteurs et apporteurs) confirmant sa conformité aux dispositions nationales établies par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets .

Sur l'année 2025, l'exploitant déclare avoir :

- incorporé dans le process de méthanisation 77 000 tonnes d'intrants (dont 12 000 t d'eau) ;
- produit 74 000 t (74 000 m³) de digestats liquides ;
- épandu 61 261 m³ (cf bilan agronomique 2025) ;
- stocké 16 300 m³ de digestat;
- une capacité de stockage effectif de 27 000 m³. S'y ajoutent en 2026, 2 points de stockage totalisant 10 000 m³ ;
- produit environ 5 tonnes de digestats solides réinjectées dans le process.

L'exploitant souhaite pouvoir incorporer dans le process de méthanisation de Fontaine-le-Dun des boues ferriques issues de la Station d'épuration de Cristal Union.

Relevé de décision :

L'admission de boues d'épuration ou effluents industriels est interdite par le 4ème point de l'article 8.1.2 de l'AP du 20/02/2025. Une telle incorporation nécessiterait des analyses et études plus poussées, notamment pour rechercher les éléments traces métalliques et le carbone organique total, et vérifier que les propriétés de biodégradabilité de ces boues sont bien similaires à celles du digestat, et vérifier que l'incorporation de telles boues ne pose pas de problème lors de l'épandage.

Un programme d'analyse plus poussé est attendu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4: l'exploitant doit **sous un délai d'un mois** transmettre à l'inspection des analyses et études plus poussées sur les boues ferriques issues de la Station d'épuration de Cristal Union.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 1.2.5

Thème(s) : Autre, Équipements des installations

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 28/06/2025

Prescription contrôlée :

L'installation est composée notamment :

- d'un bâtiment de réception des intrants de 1 125 m² comprenant :
 - une zone de déchargement des matières liquides vers la fosse de réception,
 - une zone de déchargement des matières solides à broyer (sous produits animaux),
 - une zone de lavage de camions,
- d'une zone d'ensilage de pulpes de betteraves (de 19 800 m²),
- des équipements de process :
 - une cuve de réception semi-enterrée (fosse de réception de volume utile de 800 m³)
 - des trémies de réception et broyeurs de matières solides,
 - une cuve de mélange (volume utile de 1 080 m³) homogénéisant les matières entrantes en provenance de la fosse de réception,
 - système d'hygiénisation (3 cuves de volume utile de 10 m³ chacune),
 - 3 digesteurs (de volume utile biomasse de 9 500 m³ chacun),
 - 2 post-digesteurs (de volume utile digestat de 3 000 m³ chacun),
 - deux cuves de stockage du digestat (volume utile de 5 000 m³ et 7 500 m³), et autres stockages déportés de digestat brut (volume utile total de 55 000 m³),
 - une zone de séparation de phase du digestat brut
 - une zone de chargement du digestat brut,

- un système de compression-épuration du biogaz (équipement type skid prétraitement du biogaz et 2 containers d'épuration-compression),
- poste d'injection du biogaz dans le réseau GRTgaz,
- 1 torchère (débit de 2 000 m³/h chacune),
- système de traitement de l'air (au maximum 25 000 m³/h) composé d'un biofiltre et d'une tour de lavage chimique,
- une chaudière pour la phase d'hygiénisation du process,
- des stockages déportés de digestat tels que décrits à l'article 1.2.3

Constats :

L'inspection constate que les andains de pulpes de betteraves ne sont pas bâchés. L'exploitant explique rencontrer des difficultés de mise en place des bâches, son dispositif d'ensilage en tas de 5,5 m de haut ne permettant pas une stabilité des tas et de positionner les bâches dans de bonnes conditions et notamment en toute sécurité du personnel, le matériaux n'étant pas assez portant pour pouvoir marcher dessus. D'ailleurs, les 3 tas ne forment en fait qu'un seul tas d'une cinquantaine de mètres de large.

Il indique étudier une autre solution par la création de casiers avec des mur en H qui permettraient de placer les bâches de 26 m de largeur sur les tas. Un premier test est envisagé et pourrait se généraliser à la totalité de la zone d'ensilage s'il est concluant (avec une demande de certificat d'urbanisme en 2026/2027).

Dans l'attente, l'exploitant a commencé à installer des méga-blocs béton en périphérie de la plateforme afin de prévenir des dégradations de voiries mais aussi pour contenir les tas de pulpes qui s'effondrent. Il envisage également d'installer une brumisation pour gérer les odeurs. Aucune plainte n'a été recensée depuis le début de l'année 2026. L'inspection constate la présence faible d'odeur de type «caramel» à proximité des tas de pulpes.

L'inspection constate :

- la présence de méga-bloc béton en périphérie de la plateforme, qui sera prochainement complétée par d'autres blocs ;
- que les parties de voiries endommagées ont été réparées en périphérie ;
- que certaines zones mériteraient un nettoyage : présence de sacs, tas de pulpes ;
- une distance suffisantes entre les tas et les deux rigoles de collecte des jus et des eaux pluviales non souillées afin d'éviter toutes pollutions des eaux pluviales. L'exploitant précise que les eaux pluviales sont dirigées vers le bassin des eaux souillées et non le bassin des eaux pluviales afin de prévenir tout risque de pollution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°5: l'exploitant doit **sous un délai d'un mois** procéder au nettoyage et à la fin de la mise en œuvre des méga-bloc béton sur toute la périphérie de la plate forme d'ensilage de pulpes de betteraves, qu'il pourra justifier par des photographies.

Demande n°6: l'exploitant doit **sous un délai d'un mois** prévenir des odeurs pouvant occasionner des gênes vers les habitations en installant par exemple un système de brumisation à faire fonctionner en fonction du sens et de la vitesse du vent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Unité d'épuration du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 2.6, 8.13, 8.14 et 8.15
Thème(s) : Risques accidentels, Incident unité d'épuration biogaz
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/04/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 28/09/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>2.6. Incidents ou accidents</u></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme, ainsi que le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p> <p><u>8.1.13 Système d'épuration du biogaz</u></p> <p>Le système d'épuration du biogaz en biométhane est conçu, exploité, entretenu et vérifié afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à 1 % en volume du biométhane produit ramenée à 0,5 % à compter du 1er janvier 2025. Une évaluation annuelle est réalisée afin de s'assurer du respect de ces valeurs dont le rapport sera transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p><u>8.1.14 Composition du biogaz</u></p> <p>Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH₄ et H₂S du biogaz produit est mesurée en continu en sortie de l'installation d'épuration du biogaz. Ce dispositif de mesure est contrôlé et calibré annuellement et étalonné à minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent.</p> <p>La concentration en H₂S du biogaz en sortie de la désulfuration ne peut être supérieure à 300 ppm.</p> <p>La concentration en H₂S du biogaz en sortie des installations d'épuration du gaz respecte les valeurs limites fixées par le gestionnaire de réseau. Les éléments justificatifs sont tenus à disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p><u>8.1.15 Comptage du biogaz</u></p> <p>L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié à minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'analyse des causes de l'accident a bien été transmise par courrier du 26 juin 2025.</p> <p>Par contre, l'exploitant indique ne pas encore avoir transmis à l'inspection le rapport concernant</p>

<p>l'évaluation du système d'épuration du biogaz en biométhane qui a été réalisée en 2025.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a envoyé par courriel du 9 avril 2026, le rapport de contrôles des rejets atmosphériques du 20 octobre 2025 qui relève des non-conformités sur le paramètre CO en sortie de la Torchère et sur le CO₂ sur le rejet de l'épurateur de biogaz. Concernant le laveur biofiltre, la chaudière, les mesures respectent les valeurs limites d'émission de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Commentaire :</p> <p>Les articles 3.3.3.3 et 3.3.3.4 sont bien distincts. Les valeurs limites d'émission indiquées aux articles précités sont issues des données constructeurs et du dossier d'autorisation initiale.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°7: l'exploitant doit sous un délai d'un mois indiquer à l'inspection les actions correctives mises en place ou envisagées afin de respecter les valeurs limites d'émission au point de rejet de la torchère et de l'épurateur de biogaz.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Pollution atmosphérique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 3.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesure débit d'odeur</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 28/06/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La concentration d'odeur imputable à l'installation au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupés par des tiers, stades ou terrains de campings agréées ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables au tiers, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE /m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.</p> <p>Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de production ou de traitement des composés odorants (tour de lavage et/ou biofiltre) qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.</p> <p>En cas de nuisance révélée, l'exploitant met en place des actions correctives. Il en informe l'inspection des installations classées.</p> <p>Concentration d'odeur (ou niveau d'odeur) : niveau de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Elle s'exprime en unité d'odeur européenne par m³ (uoE/m³). Elle est obtenue suivant la norme NF EN 13725.</p>

L'étude de dispersion et les mesures de débits d'odeurs sont réalisées par un organisme compétent choisi en accord avec l'Inspection des Installations Classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité.

Les mesures de débit d'odeur s'appuient sur la norme NF EN 13725 et s'expriment en conditions normalisées pour l'olfactométrie, à savoir ramenées à une température de 20° C et une pression de 1013 hPa.

Dans les 6 mois suivants la mise en service de l'installation, des mesures de débit d'odeur dans l'environnement du site sur lequel est projetée l'installation sont réalisées. Les résultats en sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans les trois mois qui suivent la réalisation ces mesures.

Ces mesures de débit d'odeur sont renouvelées dans les 18 mois suivants la mise en service de l'installation et ensuite périodiquement tous les 3 ans. L'étude de dispersion atmosphérique est mise à jour à l'occasion de ces campagnes de mesure.

Ces fréquences sont susceptibles d'évoluer suivant les résultats des mesures de débit d'odeur et de l'étude de dispersion atmosphérique.

Le mode de calcul utilisé pour l'étude de dispersion doit prendre en compte les conditions aérodynamiques et thermiques des rejets, ainsi que les conditions locales de dispersion, topographiques et météorologiques. La liste des sources caractérisées et quantifiées et le choix du modèle de dispersion sont justifiés par l'exploitant. Les méthodologies mises en œuvre sont décrites. En cas de plaintes répétées pour gêne olfactive, le préfet peut imposer, en complément des mesures prévues ci-dessus, la mise à jour de l'étude de dispersion à l'exploitant.

Constats :

L'exploitant présente rapidement le rapport d'étude de dispersion odeur effectuée le 29 janvier 2026 pendant la campagne de betteraves qu'il vient de recevoir le 30 mars 2026. Après la visite, l'exploitant a transmis ce rapport qui conclut que des perceptions d'odeurs sont possibles sur 2 points (chez des riverains) à l'Est et au Sud du site et que les sources d'odeurs majoritaires sont les émissions surfaciques des stockages extérieurs (tas de pulpes + bassin des eaux souillées en contact avec la plate forme d'ensilage couvert). Toutefois, la limite de 5 uoE /m³ n'est pas dépassée dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation.

Commentaire :

Il est de la responsabilité de l'exploitant de mettre en place des actions afin de prévenir les émissions d'odeur qui pourraient incommoder le voisinage, notamment pendant la période où les andains de pulpes de betteraves ne sont pas bâchés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 7.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 28/06/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers dans chaque local, comme prévu à l'article 7.2.1 « localisation des risques » du présent arrêté ;
- des extincteurs appropriés aux risques à défendre et répartis sur tout le site, à raison d'un appareil pour 200 m² avec un minimum d'un appareil par niveau, bien visibles et facilement accessibles et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- d'un extincteur approprié au risque électrique à proximité de l'armoire électrique ;
- d'une réserve d'eau incendie de 120 m³, située à proximité du bâtiment de bureaux à l'angle sud-est du site. Cette réserve dispose d'une prise directe d'aspiration de diamètre de 100 mm conformes aux normes en vigueur et orientée vers la plateforme d'aspiration pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de la réserve.
- Une plateforme d'aspiration aménagée à proximité de la réserve d'eau incendie et en dehors des flux thermiques générés par le risque à défendre. Cette plateforme d'une superficie minimale de 32 m² (8m de longueur sur 4 m de largeur) permet la manœuvre des engins pompier et l'utilisation du matériel le plus aisément, présente une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 160 kN et est desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres. Tout stationnement sur cette aire est interdit.
- un point de piquage muni d'un demi-raccord AR de 100 mm (tenons fixes en position haute et basse) par tranche de 120 m³ ;
- la hauteur géométrique d'aspiration est limitée à 6 mètres dans le cas le plus défavorable ;
- la réserve d'eau est protégée par une clôture, munie d'un portillon d'accès afin d'interdire l'accès à la structure ;
- d'un panneau inaltérable et visible blanc sur fond rouge de dimension 30 cm x 50 cm composé soit d'un disque, soit d'un rectangle de type « panneau d'indication » signale la réserve d'eau incendie et la plateforme d'aspiration en précisant le volume d'eau disponible ;
- la réserve d'eau incendie ainsi que la plateforme d'aspiration sont réceptionnés dès la mise en fonctionnement des installations par le service d'incendie et de secours ;
- d'une signalisation durable indiquant les différentes installations d'extinction ;
- d'un système de détection automatique d'incendie, présence d'au moins un détecteur de fumée par local technique.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie qui sont maintenus en bon état de fonctionnement conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant établit un plan de lutte contre l'incendie, actualisé autant que de besoin, comportant notamment les modalités d'alerte, d'intervention de son personnel et, le cas échéant les modalités d'évacuation.

Constats :

L'exploitant présente le rapport de réception du SDIS76 du 1^{er} juillet 2025 attestant la réception et la conformité de la réserve d'eau incendie souple de 120 m³ du site.

L'inspection constate que l'exploitant a installé des bordures en béton devant la bâche pour prévenir des chocs avec les véhicules en stationnement.

Type de suites proposées : Sans suite